



PRÉFET DE LA SARTHE

RECEPISSE DE DÉPÔT DE DOSSIER DE DECLARATION
CONCERNANT
LE REJET D'EAUX PLUVIALES - LOTISSEMENT LES BOUTARES DE L'ETRE -
COMMUNE DE ROEZE SUR SARTHE

DOSSIER N° 72-2021-00053

Le préfet de la SARTHE
Officier de la Légion d'honneur
Chevalier de l'ordre national du Mérite

ATTENTION : CE RECEPISSE ATTESTE DE L'ENREGISTREMENT DE VOTRE DEMANDE MAIS N'AUTORISE PAS LE DEMARRAGE IMMEDIAT DES TRAVAUX.

VU le code de l'environnement, et notamment les articles L. 211-1, L. 214-1 à L. 214-6 et R. 214-1 à R. 214-56 ;

VU le code général des collectivités territoriales ;

VU le code civil et notamment son article 640 ;

VU le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux du Bassin Loire-Bretagne ;

VU le schéma d'aménagement et de gestion des eaux du Sarthe aval, approuvé le 10 juillet 2020 ;

VU le dossier de déclaration déposé au titre de l'article L. 214-3 du code de l'environnement considéré complet en date du 18 Février 2021, présenté par la société BGBD AMENAGEMENT, enregistré sous le n° 72-2021-00053 et relatif au rejet d'eaux pluviales - lotissement les Boutares de l'Ètre - commune de Roeze sur Sarthe ;

donne récépissé du dépôt de sa déclaration au pétitionnaire suivant :

BGBD AMENAGEMENT - 3 RUE RENE HATET - 72000 LE MANS

concernant :

Le rejet d'eaux pluviales - lotissement les Boutares de l'Ètre -

dont la réalisation est prévue dans la commune de ROEZE-SUR-SARTHE

Les ouvrages constitutifs à ces aménagements rentrent dans la nomenclature des opérations soumises à déclaration au titre de l'article L. 214-3 du code de l'environnement. La rubrique du tableau de l'article R. 214-1 du code de l'environnement concernée est la suivante :

Rubrique	Intitulé	Régime	Arrêtés de prescriptions générales correspondant
2.1.5.0	Rejet d'eaux pluviales dans les eaux douces superficielles ou sur le sol ou dans le sous-sol, la surface totale du projet, augmentée de la surface correspondant à la partie du bassin naturel dont les écoulements sont interceptés par le projet, étant : 1° Supérieure ou égale à 20 ha (A) 2° Supérieure à 1 ha mais inférieure à 20 ha (D)	Déclaration	

Le déclarant ne peut pas débiter les travaux avant le 18 Avril 2021, correspondant au délai de deux mois à compter de la date de réception du dossier de déclaration complet durant lequel il peut

être fait une éventuelle opposition motivée à la déclaration par l'administration, conformément à l'article R. 214-35 du code de l'environnement.

Au cas où le déclarant ne respecterait pas ce délai, il s'exposerait à une amende pour une contravention de 5^{ème} classe d'un montant maximum de 1 500 euros pour les personnes physiques. Pour les personnes morales, ce montant est multiplié par 5.

Durant ce délai, il peut être demandé des compléments au déclarant si le dossier n'est pas jugé régulier, il peut être fait opposition à cette déclaration, ou des prescriptions particulières éventuelles peuvent être établies sur lesquelles le déclarant sera alors saisi pour présenter ses observations.

En l'absence de suite donnée par le service police de l'eau à l'échéance de ce délai de 2 mois, le présent récépissé vaut accord tacite de déclaration.

À cette échéance, conformément à l'article R.214-37, copies de la déclaration et de ce récépissé seront alors adressées à la mairie de ROEZE-SUR-SARTHE où cette opération doit être réalisée, pour affichage et mise à disposition pendant une durée minimale d'un mois et à la Commission Locale de l'Eau (CLE) DU SAGE SARTHE AVAL pour information.

Ces documents seront mis à disposition du public sur le site internet de la préfecture de la SARTHE durant une période d'au moins six mois.

Cette décision sera alors susceptible de recours contentieux devant le tribunal administratif territorialement compétent, conformément à l'article R.514-3-1 du code de l'environnement, par les tiers dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de sa publication ou de son affichage à la mairie de la commune de ROEZE-SUR-SARTHE, et par le déclarant dans un délai de deux mois à compter de sa notification. Cette décision peut également faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans un délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés ci-dessus.

Le service de police de l'eau devra être averti de la date de début des travaux ainsi que de la date d'achèvement des ouvrages et, le cas échéant, de la date de mise en service.

En application de l'article R. 214-40-3 du code de l'environnement, la mise en service de l'installation, la construction des ouvrages, l'exécution des travaux, et l'exercice de l'activité objets de votre déclaration, doivent intervenir dans un délai de 3 ans à compter de la date du présent récépissé, à défaut de quoi votre déclaration sera caduque.

En cas de demande de prorogation de délai, dûment justifiée, celle-ci sera adressée au préfet au plus tard deux mois avant l'échéance ci-dessus.

Les ouvrages, les travaux et les conditions de réalisation et d'exploitation doivent être conformes au dossier déposé.

L'inobservation des dispositions figurant dans le dossier déposé, pourra entraîner l'application des sanctions prévues à l'article R. 216-12 du code de l'environnement.

En application de l'article R. 214-40 du code de l'environnement, toute modification apportée aux ouvrages, installations, à leur mode d'utilisation, à la réalisation des travaux ou à l'aménagement en résultant, à l'exercice des activités ou à leur voisinage et entraînant un changement notable des éléments du dossier de déclaration initiale doit être porté, avant réalisation à la connaissance du préfet qui peut exiger une nouvelle déclaration.

Les agents mentionnés à l'article L. 216-3 du code de l'environnement et notamment ceux chargés de la police de l'eau et des milieux aquatiques auront libre accès aux installations objet de la déclaration dans les conditions définies par le code de l'environnement, dans le cadre d'une recherche d'infraction.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Le présent récépissé ne dispense en aucun cas le déclarant de faire les déclarations ou d'obtenir les autorisations requises par d'autres réglementations.

A LE MANS, le 24 Février 2021

**Pour le Préfet de la SARTHE
Pour le Directeur Départemental des Territoires
Le chef du service eau-environnement, pi**

Philippe FOUQUET



**MINISTÈRE
DE LA TRANSITION
ÉCOLOGIQUE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

PRÉFET de la SARTHE

Direction
Départementale des
Territoires de la Sarthe

Service de police de
l'eau

BGBD AMENAGEMENT
3 RUE RENE HATET
72000 LE MANS

Dossier suivi par :
David SOUCHU

Mèl : david.souchu@sarthe.gouv.fr

Tél. : 02 72 16 41 91

Objet : dossier de déclaration instruit au titre des articles L. 214-1 à L. 214-6 du code de l'environnement :

Le rejet d'eaux pluviales - lotissement les Boutares de l'Etre - commune de Roeze sur Sarthe

Accord sur dossier de déclaration

Réf. : **72-2021-00053**

Le Mans, le 13 Juillet 2021

Monsieur,

Dans le cadre de l'instruction de votre dossier de déclaration au titre des articles L. 214-1 à L. 214-6 du code de l'environnement concernant l'opération :

Le rejet d'eaux pluviales - lotissement les Boutares de l'Etre - commune de Roeze sur Sarthe

pour lequel un récépissé vous a été délivré en date du 24 Février 2021, j'ai l'honneur de vous informer que je ne compte pas faire opposition à votre déclaration. Dès lors, **vous pouvez entreprendre cette opération à compter de la réception de ce courrier.**

Le présent courrier ne vous dispense en aucun cas de faire les déclarations ou d'obtenir les autorisations requises par d'autres réglementations

Copies du récépissé et de ce courrier sont également adressées à la mairie de la commune de Roezé sur Sarthe pour affichage pendant une durée minimale d'un mois et à la Commission Locale de l'Eau (CLE) du SAGE SARTHE AVAL pour information. Ces deux documents seront mis à la disposition du public sur le site internet de la préfecture de la SARTHE durant une période d'au moins six mois.

Cette décision sera susceptible de recours contentieux devant le tribunal administratif territorialement compétent, conformément à l'article R. 514-3-1 du code de l'environnement, à compter de la date de sa publication ou de son affichage en mairie, par le déclarant dans un délai de deux mois et par les tiers dans un délai de quatre mois. En cas de recours par les tiers, la décision peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois le délai mentionné.

Je vous prie d'agréer, Monsieur, l'expression de mes salutations distinguées.

Pour le préfet et par délégation
P/Le Directeur Départemental des Territoires,
L'adjointe à la cheffe du service eau et environnement


Line TROUILLARD

Annexe technique au récépissé (prescriptions) :
Rejets d'eaux pluviales du lotissement « Les Boutares de l'Étre »
sur la commune de Roeze sur Sarthe (ref : 72-2021-00 053)

DDT 72

le 13/07/2021

Contexte:

Le projet consiste en l'aménagement d'un lotissement « Les Boutares de l'Étre » comprenant 44 lots libres et un îlot sur une surface totale d'environ 2,72 ha sur la commune de Roézé-sur-Sarthe au nord de la zone agglomérée dans le département de la Sarthe.

La références cadastrales sont les suivantes : section G n°144.

Cumul d'opérations :

RAS

Gestion des eaux pluviales du lotissement :

Le système de collecte et de traitement est composé des ouvrages suivants :

Dispositif Public :

La collecte des eaux pluviales des eaux de voirie sera réalisée vers un bassin de rétention de type « à sec » enherbé assurant les fonctions suivantes :

- régulation hydraulique
- abattement de la pollution.

Et des canalisations sous voiries, boîte de branchement, regard grille, regard de visite.

Dispositif Public et dispositif à la parcelle :

	Débit d'infiltration	dimensions	Volume utile total	Perméabilité des sols	Dimension	Temps de vidange
noues de rétention/infiltration	capacité d'infiltration de 20,37 m ³ / h Débit de pointe 0,369m ³ /s	-Surface 4560m ² -Longueurs des noues 291 m -Largeur mini 2,00m -Hauteur d'eau 0,46 m	178 m ³ .	1,72x10 ⁻⁵ et 8,61x10 ⁻⁶ m/s	Pente des berges de 3/1 à 10/1	24h00 max
Dispositif à la parcelle	capacité d'infiltration de 20,37 m ³ / h Débit de pointe 0,369m ³ /s	-Surface 160m ² -Longueurs 10,00 m -Largeur mini 3,00m -Hauteur d'eau 0,50 m -Porosité grave (20/80) : 0,35	5,31 m ³ X 44 lots+ilot= 238 m ³	1,72x10 ⁻⁵ et 8,61x10 ⁻⁶ m/s	/	24h00 max
Total			416m ³			

↖	superficie totale collectée par le point de rejet :	2,72 ha
↖	pluie de référence	100 ans

Exutoire en cas d'événement exceptionnel :

Il est indiqué une pluie de référence centennale par infiltration, ce qui implique qu'il n'y aura aucun rejet de l'ensemble des ouvrages de gestion des eaux pluviales du site jusqu'à la pluie de référence centennale en dehors du site.

Précautions en phase travaux :

Selon les prescriptions listées de la page 50 du dossier de déclaration.

Entretien courant, entretien périodique :

Selon les prescriptions listées de la page 50 du dossier de déclaration.

Prescriptions supplémentaires :

- **IMPORTANT** : Après mise en service, s'il s'avère que les ouvrages réalisés ne permettent pas l'infiltration totale de la pluie de référence centennale (constat de débordements en dehors des ouvrages sur et hors site), il conviendra de fournir un PAC à destination de la DDT 72 au SEE. Il sera indiqué dans le PAC le dimensionnement, le cheminement et l'exutoire final du réseau de surverse après projet.
- Il conviendra de faire parvenir à la DDT 72 **le plan de recollement des ouvrages de transit et de rétention/d'infiltration de l'ensemble des travaux afin de confirmer les volumes utiles du projet.**
- Le maître d'ouvrage procédera au contrôle avant rebouchage du dispositif d'infiltration à la parcelle avec une validation formalisée dans un rapport (note technique et photos) pour chaque lot. **L'ensemble des rapports ainsi regroupés constituera un dossier à transmettre à la collectivité et à la DDT 72.**
- Il conviendra également de signaler aux acquéreurs leurs obligations d'entretien, assurant un bon fonctionnement des lits d'infiltration avant surverse, lors du contrôle de parfaite exécution du lit d'infiltration.
- En phase travaux, s'il s'avérait que le toit de la nappe est plus haut et donc plus près du terrain naturel, il conviendra de considérer ces nouvelles données géotechniques en modifiant le projet (noues, réseau EP et EU) pour être en cohérence avec la disposition 3D3 du SDAGE Loire Bretagne.
- Le service de police de l'eau devra être averti de la date de début des travaux ainsi que de la date d'achèvement des ouvrages et, le cas échéant, de la date de mise en service.